



La Lettre Économique

Pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes

© DG Trésor

N°19 – Juillet 2020

SOMMAIRE

LES BRÈVES EN BREF

MEXIQUE (p.9)

Face à la crise, le Mexique fait le choix pour le moment de ne pas recourir à l'endettement.

PANAMA (p.15)

Les deux principaux atouts logistiques du Panama à l'épreuve de la crise actuelle.

REPUBLIQUE DOMINICAINE (p.17)

Deux ans après l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine, aucun projet significatif n'a encore été signé

CUBA (p.20)

La sécurité alimentaire en temps de pandémie

FOCUS STATISTIQUE

LES BRÈVES EN BREF

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

COVID-19

- ❖ **La chef du gouvernement de la ville de Mexico, Claudia Sheinbaum, a annoncé un programme de relance économique pour la capitale du pays, qui s'appuie essentiellement sur la construction.** Le programme est divisé en trois parties : l'investissement dans les travaux publics (environ 1,2 Md USD), l'appui à l'emploi (environ 4 Mds USD) et les travaux privés (2,2 Mds USD). La maire a précisé qu'en raison de la pandémie, 220 000 emplois ont été perdus depuis avril et qu'elle espère générer près d'1 million d'emplois avec ce programme dont la moitié d'emplois directs.

Relation Etats-Unis / Mexique

- ❖ **A l'occasion de l'entrée en vigueur du nouveau traité commercial entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC) le 1er juillet, le président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a déclaré qu'il se rendrait à Washington dans les premiers jours de juillet** pour rencontrer son homologue, Donald Trump. Ce sera le premier voyage du président mexicain à l'étranger depuis son entrée en fonction en décembre 2018.

Économie

- ❖ **Selon les données du FMI en date du 5 juin, les mesures de relance budgétaire dans le pays représentent 0,7 % du PIB,** plaçant le Mexique à l'avant-dernière place des pays du continent américain, juste devant le Bahamas. A titre de comparaison, les Etats-Unis, le Brésil et l'Argentine ont alloué respectivement 12%, 10% et 4,9% de leur PIB.
- ❖ **La Banque mondiale a approuvé un prêt d'1 Md USD au gouvernement mexicain pour soutenir le financement des politiques de développement.** Il s'agit du premier financement avec une organisation internationale, demandé par l'administration d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) dans le cadre de la réponse des autorités à l'impact financier généré par Covid-19.
- ❖ **Suite aux mesures de confinements, les banques mexicaines ont enregistré des bénéfices de 1,8 Mds USD (39 Mds MXN) à la fin du mois d'avril,** soit une baisse de 29,1 % en termes réels par rapport à la même période l'année dernière. Toutefois, à la fin du mois d'avril 2020, le total des actifs du secteur des banques a connu une augmentation de 21,1 % g.a. et le portefeuille de crédit de 8,1 % g.a. Le taux de crédit douteux du portefeuille total s'est établi à 2,32 %, soit une augmentation de seulement 0,2 point de pourcentage par rapport au niveau observé en avril 2019.
- ❖ **Les opérations douanières du commerce extérieur à l'échelle nationale ont enregistré une baisse de 21 % en avril par rapport au mois de mars,** selon les données de la Confédération des associations d'agents en douane de la République mexicaine (CAAAREM). Malgré la baisse principalement due aux restrictions commerciales causées par la pandémie de COVID-19, le président de la CAAAREM a anticipé qu'avec l'entrée en vigueur du Traité entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC) le 1er juillet, il y aurait une augmentation des opérations de commerce extérieur dans le pays.
- ❖ **Le coordinateur de Morena au Sénat, Ricardo Monreal, a présenté une initiative visant à fusionner les organismes de régulations** - l'Institut fédéral des télécommunications (IFT), la Commission fédérale de la concurrence économique (Cofece), et la Commission de régulation de l'énergie (CRE) - dans un nouvel organisme qui serait appelé Institut national des marchés et de la

concurrence pour le bien-être (INMECOB). Cet organisme aurait pour objectif de garantir la libre concurrence, ainsi que de prévenir et de combattre les monopoles dans les secteurs des télécommunications et de la radiodiffusion et ferait partie des mises à jour du cadre réglementaire du traité entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC).

- ❖ **Cette initiative n'a pas été bien accueillie par le secteur privé** : selon Enoch Castellanos, président de la Chambre nationale de l'industrie de transformation (Canacindra) et de la Chambre de commerce internationale (ICC), il s'agirait d'un « pas en arrière » pour la vie institutionnelle du pays, transformant des organes techniques en instruments politiques. La proposition a également été rejetée par les partis d'opposition : le leader national du PRD, Ángel Ávila, dénonce un « monstre réglementaire ».
- ❖ **La production industrielle au Mexique a chuté de 29,63 % g.a. au cours du mois d'avril**, selon l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi). Ce chiffre représente sa plus forte baisse depuis que les données sont disponibles, c'est-à-dire depuis 1993. Elle accumule ainsi 21 mois consécutifs de baisse.
- ❖ **L'économie mexicaine a chuté de 19% g.a. au mois d'avril, selon les données préliminaires du Ministère des Finances**. Selon le Ministre des Finances, Arturo Herrera, si le coup économique de la pandémie risque d'être durement ressenti au T2, il y a cependant des moteurs spécifiques pour soutenir l'activité économique comme l'entrée en vigueur du traité entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC), un système financier robuste, les microcrédits et des dépenses d'investissement gouvernementales.
- ❖ **L'impact de la pandémie COVID-19 sur l'économie mexicaine entraînera une contraction de 10,5 %, selon les nouvelles estimations du Fonds monétaire international (FMI)**. En avril, l'institution prévoyait une baisse moins importante, de 6,6 % du PIB du Mexique. D'ici 2021, le FMI prévoit un rebond de 3,3 %, au lieu de 3 %.
- ❖ **La crise économique provoquée par la pandémie de COVID-19 a entraîné la fermeture de près de 10 000 entreprises dans le pays en deux mois, pour la plupart des micro et petites entreprises, principalement dans le secteur de la construction**. La plupart des fermetures (86 %, soit près de 6 600) ont eu lieu dans des entreprises de 6 à 50 employés et 36% dans le secteur de la construction (3 589 fermetures). Au total, selon les estimations de BBVA, 600 000 employeurs (dans les secteurs formel et informel confondus) voient leurs activités suspendues et sont sans revenus, avec une forte incertitude de pouvoir reprendre leurs activités.
- ❖ **Selon le président AMLO, plus de 85 000 emplois formels ont déjà été perdus au mois de juin**. Le décompte total mensuel pourrait atteindre 130 000 emplois en moins, un chiffre cependant en baisse par rapport au trois derniers mois.
- ❖ **La formation brute de capital fixe (soit l'investissement productif) a chuté de 9,3% g.a. au T1 2020**, amputant de 1,9 point de pourcentage à la croissance de l'activité économique, selon les données de l'INEGI. Selon cette même institution, l'indicateur trimestriel d'épargne brute (ITAB) a également diminué de 8,2% sur la même période.
- ❖ **La Banque centrale a réduit son taux d'intérêt de 50 points de base pour atteindre 5%**. Il s'agit de la cinquième réduction de l'année. Dans sa déclaration de politique monétaire, Banxico a souligné la contraction de l'économie nationale au cours des trois premiers mois de l'année, due à la pandémie COVID-19 et les mesures qui ont été appliquées pour contenir sa propagation.
- ❖ **L'inflation a atteint +3,17% sur la première quinzaine de juin**, son niveau le plus élevé depuis le début des mesures de confinements en mars.

Finances publiques

- ❖ **Selon l'OCDE, face à la gravité de la crise économique, le Mexico a des marges de manœuvre pour accroître son endettement.** La réputation du Mexique, qui a notamment entamé un assainissement de ses finances publiques ces dernières années, lui donne notamment une crédibilité auprès des marchés.
- ❖ **Les subventions de l'Etat fédéral reçues par les Etats ont diminuée de 23,2% en termes réels au mois de mai**, leur plus forte baisse pour un mois de mai depuis 2009. Elles ont ainsi atteint 2,9 Mds USD.
- ❖ **Le ministre des Finances, Arturo Herrera souhaite taxer les plateformes numériques** comme Uber, Netflix ou Amazon et estime que près de 4,5 Mds USD (100 Mds MXN) d'impôts supplémentaires pourraient ainsi être collectés. Il estime par ailleurs que l'économie numérique représente environ 5% à 6% du PIB.

Entreprises et grands contrats

- ❖ **En mai, seulement 22 000 voitures ont été produites au Mexique, soit 93,7 % de moins qu'à la même période l'année dernière.** Cette diminution est la plus importante signalée par l'industrie depuis que les registres ont été mis en place. Elle est due à la suspension des activités des usines d'assemblage dans le pays en raison de la crise sanitaire.
- ❖ **Les dépenses totales du tourisme ont chuté de près de 94% en avril g.a.:** les touristes nationaux et internationaux ont dépensé 131 M USD, contre 3 Mds en avril 2019. Le nombre de visiteurs entrant dans le pays a quant à lui baissé de 72,4%. Il s'agit de la pire crise recensée de l'industrie touristique du pays.
- ❖ **Les compagnies aériennes nationales (Aeroméxico, Volaris et Viva Aérobús) ont enregistré une baisse de 88% g.a. de leurs voyageurs sur la période avril-mai.** Aeroméxico est la compagnie qui a subi la plus grande perte (-91,7% de voyageurs), suivi de Volaris (-86,2%).
- ❖ **La valeur de la production générée par les entreprises de construction dans le pays a chuté de 32% en avril 2020**, en raison des mesures de confinement. Eduardo Ramirez, président de la Chambre mexicaine de l'industrie de la construction, a déclaré que le secteur fonctionnait déjà à 60 ou 70 % de sa capacité avant la pandémie.
- ❖ **Un juge suspend le début des travaux de la section 1 du train maya.** L'autorité a accordé la suspension de tous les travaux autres que la maintenance dans cette section suite à un recours déposé par des populations indigènes locales. Parmi les arguments en faveur de la suspension provisoire, on peut citer le fait que le début des travaux dans cette région du sud-est du pays pourrait porter atteinte au droit à la santé des habitants.
- ❖ **Au mois de mai, PEMEX a produit 1 613 000 barils par jour, son plus faible volume de production depuis janvier 2019.** La baisse de la production de l'entreprise nationale fait partie de l'engagement pris devant l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de ses alliés (OPEP+) de réduire sa production de 100 000 barils en mai et juin, dans le cadre d'un effort international visant à atténuer l'impact sur la faible demande de pétrole brut générée par la pandémie de coronavirus.

- ❖ **Selon la Banque Mondiale, l'Amérique latine connaîtra une baisse de 7,2% de son PIB en 2020**, une récession bien plus profonde que celles causées par la crise financière mondiale de 2008-2009 et la crise de la dette latino-américaine des années 80.
- ❖ **83,4 millions de personnes seront menacées par la faim en Amérique latine en 2020, selon les estimations de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL).** Alicia Bárcena, secrétaire générale de cette institution, estime que les gouvernements d'Amérique latine doivent unir leurs efforts pour que la crise sanitaire ne se transforme pas en crise alimentaire. La CEPAL a estimé par ailleurs que 16 millions de personnes entreront dans l'extrême pauvreté dans la région, dont 10,7 millions dans les zones urbaines et 5,7 millions dans les zones rurales.
- ❖ **La crise du Covid-19 aux Etats-Unis a, au cours des derniers mois, commencé à impacter les envois de fonds des migrants ("remesas") vers les pays du Triangle Nord.** Le Salvador a réceptionné 2,0 Mds USD de ces transferts de janvier à mai 2020, soit une contraction de -11,6% (264 M USD) par rapport à la même période en 2019. Le Guatemala et le Honduras ont capté entre janvier en mai 2020 respectivement 3,9 Mds USD (-3,1% par rapport à la même période en 2019) et 1,9 Md USD (-7,1% par rapport à la même période en 2019) de remesas.

Costa Rica

- ❖ **L'agence de notation S&P a baissé mardi 9 juin la note du Costa Rica à "B".** Elle justifie cette décision par les doutes sur la mise en œuvre des réformes structurelles et l'effet de la pandémie sur l'économie. L'agence de notation a notamment déclaré qu'elle s'attendait à une contraction plus marquée du PIB du Costa Rica et à une plus grande détérioration budgétaire en 2020 et 2021.
- ❖ **Selon les données de l'INEC, le taux de chômage s'est établi à 15,7%, pour la période février-avril 2020.** Cela représente une augmentation de 102 000 chômeurs de plus par rapport à la même période de l'année précédente.
- ❖ **La Banque centrale a réduit son taux directeur à 0,75%** (historiquement le plus bas), notamment dans le but de faciliter l'accès au crédit pour aider la reprise économique.
- ❖ **Les recettes publiques ont chuté de 6,10% g.a. sur la période avril-mai**, en raison du ralentissement de l'économie provoqué par le Covid-19. La baisse la plus importante a été observée au niveau de la TVA et des recettes fiscales.
- ❖ **Le Costa Rica recevra à nouveau des fonds provenant de la BID, à hauteur de 250 M USD.** Les principaux objectifs de ce prêt sont de soutenir les efforts du gouvernement pour réduire le déficit budgétaire et garantir la soutenabilité de la dette publique, ainsi que promouvoir la stabilité de la balance des paiements.

Guatemala

- ❖ **Plus pessimiste que la Banque centrale du Guatemala qui anticipe une baisse du taux de croissance comprise entre -0,5% et -1,5%**, JP Morgan prévoit pour 2020 une récession économique de l'ordre de -2,9% pour le Guatemala.
- ❖ **Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un prêt d'urgence de 594 MUSD pour le Guatemala afin de permettre au pays, dans le cadre de la crise du Covid-19, de répondre à ses besoins urgents en matière de balance des paiements.**
- ❖ **D'après le Ministère du Travail, au moins 109 000 Guatémaltèques travaillant dans 9 400 entreprises du pays ont été mis en chômage partiel depuis le début de la crise du Covid-19.** Ces

personnes reçoivent une aide de 75 Q (environ 10 USD) par jour provenant du Fonds de protection de l'emploi de 2 Mds Q (260 MUSD) créé par le gouvernement pour faire face à la crise.

- ❖ **Selon la CEPAL et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le taux d'extrême pauvreté au Guatemala pourrait passer de 19,8% à 21,4% d'ici la fin de l'année en raison de la crise du Covid-19.** Plus de 300 000 personnes pourraient ainsi se retrouver en situation d'extrême pauvreté.
- ❖ **L'agence de notation Moody's maintient la note du Guatemala à Ba1 avec une perspective stable, mais prévoit une récession de -2% et une augmentation du déficit budgétaire de 6% pour cette année,** en raison de l'augmentation des dépenses publiques d'urgence dans le cadre de la crise et de la baisse des recettes fiscales. L'agence de notation prévoit une croissance du PIB de 4% pour 2021.
- ❖ **Le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) approuve un prêt de 10 MUSD (sur 20 ans avec un taux d'intérêt de 1%) au Guatemala pour l'aider à faire face à la crise du Covid-19. Ce prêt doit maintenant être approuvé par le Congrès.**

Honduras

- ❖ **La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a approuvé une ligne de crédit de 2,5 M USD en faveur de la Fundación Covelo** afin de promouvoir la croissance et la compétitivité des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) ainsi que soutenir le logement social. L'accent sera notamment mis sur le soutien à la relance des MPME dans le cadre de cette crise du Covid-19.
- ❖ **Le secteur privé estime à 400 M USD le manque à gagner pour les entreprises honduriennes entre avril et mai 2020 en raison notamment des restrictions gouvernementales visant à empêcher la propagation de Covid-19** et à une baisse de la demande des Etats-Unis. L'un des secteurs les plus touchés est celui des "maquiladoras" (secteur textile ; production de machines et de harnais de câblage pour l'industrie automobile des États-Unis notamment).
- ❖ **Selon la Banque centrale du Honduras, la dette privée a atteint 1,9 Md USD en avril 2020, soit une progression de +14% par rapport au mois d'avril 2019.** 93,2% (1,7 Md USD) de cette dette est détenue par le secteur privé financier et 6,8% (126,6 M USD) par le secteur non financier.
- ❖ **La Banque mondiale accorde un prêt de 45 MUSD au gouvernement hondurien qui sera utilisé pour financer le Projet de Renforcement du Service Urbain de l'Eau Potable.** Son objectif est d'améliorer les services d'eau potable.

Nicaragua

- ❖ **D'après l'Association nicaraguayenne du textile et de l'habillement (Anitec), entre le 1er janvier et le 30 avril de cette année, le secteur du textile et de l'habillement au Nicaragua a enregistré 463 M USD de recettes d'exportation,** soit une baisse de -15,8%, par rapport à la même période en 2019 (550 MUSD).
- ❖ **Après une première estimation en avril à -4,8%, la Banque Mondiale revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour le Nicaragua en 2020 et anticipe désormais une récession de -6,3%.**
- ❖ **D'après les résultats d'une enquête réalisée par le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) et l'Organisation internationale du travail (OIT), environ 54% des entreprises du pays**

auraient suspendu leur activité en raison de l'absence de demande, 33% auraient été contraintes de procéder à des licenciements et 40% envisageraient également d'y avoir recours.

Panama

- ❖ **De janvier à mars 2020, l'économie du Panama a progressé de 1,9%, selon l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) de l'Institut national des statistiques et du recensement (INEC).** Les secteurs économiques ayant contribué positivement à cette croissance sont : l'exploitation minière; le secteur agricole; électricité et eau; transport, stockage et communications; l'intermédiation financière.
- ❖ **En conséquence de la crise sanitaire, une diminution de 21% des transits (pour un total de 937 transits) sur la voie océanique a été observée au mois de mai par rapport aux projections réalisées en octobre 2019.** Selon les estimations, le nombre de porte-conteneurs entre l'Asie et les États-Unis, l'une des principales routes du canal, baissera de 20% entre mai, juin et juillet.
- ❖ **Sur les quatre premiers mois de l'année, les importations ont chuté de 31,0% g.a.,** avec de fortes baisses des biens de consommation (-27,9%), des biens intermédiaires (-21,8%) et des biens d'équipement (-43,5%).

Salvador

- ❖ **D'après le think tank FUSADES, la dette publique du Salvador pourrait passer de 71% du PIB avant la crise du Covid-19 à 93% d'ici la fin de l'année 2020.**
- ❖ **Selon le Ministère du tourisme (Mitur), les recettes du secteur touristique salvadorien pourraient chuter de 960 MUSD en 2020,** passant de 1,77 Md USD en 2019 générés par 2,6 millions de touristes étrangers à 810 MUSD cette année, ce qui ramènerait ce secteur à son plus bas niveau depuis 2013.
- ❖ **La Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé un prêt de 250 M USD visant à aider le Salvador dans sa mise en place de mesures temporaires de protection des salaires et à accroître les liquidités des entreprises durant cette crise du Covid-19.**
- ❖ **De janvier à mai 2020, les exportations du secteur textile et de l'habillement du Salvador se sont élevées à 619 M USD, un montant inférieur de -42% par rapport au 1,1 Md USD enregistrés au cours de la même période en 2019,** selon la Chambre de l'industrie textile, de l'habillement et des zones franches du Salvador (Camtex).
- ❖ **La BID en tant qu'entité chargée de la mise en œuvre du Fonds vert pour le climat, et la Banque de développement du Salvador (Bandesal) lancent une ligne de crédit de 40 M USD pour favoriser la mise en place de projets d'efficacité énergétique au sein des PME.** Au moins 40 institutions financières ont manifesté leur intérêt pour offrir cette ligne de crédit, accessible avec des taux d'intérêt préférentiels ne dépassant pas 6,25%. On s'attend à ce que 500 PME aient accès à ce financement, avec une demande allant jusqu'à 2 MUSD pour une période de remboursement sur 20 ans maximum.

CARAÏBES

2018 –PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

- ❖ **7 nouvelles entités cubaines incluses à la liste noire dont Fincimex : Le Département d'Etat américain a annoncé mercredi 3 juin 2020 l'extension de la liste d'entités contrôlées par les services militaire, d'intelligence et de sécurité de Cuba** avec lesquelles les personnes soumises à la juridiction étatsunienne ont interdiction de réaliser des transactions financières directes. Trois hôtels

(Hotel Marqués de Cardenas de Montehermoso, Hotel Regis et Hotel Playa Paraíso), deux centres de plongée (Varadero et Las Molas), un parc touristique marin ainsi que Fincimex sont désormais inclus, portant à 233 le nombre total d'entités concernées par les restrictions. Fincimex, institution d'intermédiation financière, est notamment en charge de la gestion et de l'administration des remesas depuis l'étranger vers Cuba. Elle est ainsi la contrepartie cubaine de Western Union, spécialisé dans les transferts internationaux d'argent et utilisé depuis 20 ans par les cubano-américains pour envoyer des fonds à leurs proches restés sur l'île. Cette décision pourrait menacer les transferts financiers de la diaspora cubaine, deuxième source de devises du pays et indispensables au financement du secteur privé et de nombreux ménages.

- ❖ **Cuba a reçu 65.000 barils par jour de pétrole vénézuélien en mai. Le Venezuela a exporté en moyenne un peu plus de 450.000 barils par jour de pétrole durant le mois de mai, niveau le plus bas depuis 2003.** Malgré cette chute des exportations vénézuéliennes de pétrole, la plus grande des Antilles a reçu en moyenne 65.000 b/j, soit une hausse de 12% par rapport au mois précédent. Cuba, produisant entre 40 et 50.000 b/j pour une consommation (en temps normal) qui s'élève à 155.000 b/j, dépend tout particulièrement de l'approvisionnement de l'allié vénézuélien.
- ❖ **Les statistiques officielles confirment la chute du tourisme international à Cuba : La fréquentation touristique de Cuba a diminué de 49% au premier quadrimestre 2020 par rapport à la même période l'année dernière.** Selon les statistiques officielles publiées par les autorités cubaines 938.185 touristes ont visité Cuba entre janvier et avril, soit 945.376 de moins qu'en 2019. Ces chiffres confirment les conséquences de la pandémie du covid-19 et des mesures de restrictions prises par les autorités cubaines (fermeture des frontières) sur le tourisme à Cuba. Pour le seul mois d'avril 2020, 1.035 visiteurs internationaux ont ainsi été comptabilisés contre 458.104 en Avril 2019. Le tourisme, 3ème source de devises du pays après les exportations de services médicaux et les transferts financiers de la diaspora cubaine, pourrait accuser une perte de 1 Md USD d'après les estimations de certains économistes.

Haïti

- ❖ **Le président Jovenel Moïse a annoncé l'arrêté qui déclare d'utilité publique l'habitation de Mouchinette à Limonade.** Un terrain de 40 hectares sur lequel la Banque Interaméricaine de développement va construire le centre de gestion des déchets solides. La BID a annoncé le démarrage du projet bientôt, ce qui contribuera à l'amélioration de la gestion des déchets, l'amélioration des vies et le développement de la région du nord.

République dominicaine

- ❖ **Sur la période mars-mai, les transferts financiers de la diaspora ont diminué de -13,3 % par rapport à la même période en 2019.** La banque centrale a publié les chiffres d'avril et de mai concernant les transferts d'argent de la diaspora. Alors que le montant total d'avril atteint seulement 395 M USD (montant nominal le plus bas depuis septembre 2016), le montant de mai affiche 638,7 M USD, soit +17,9 % par rapport au mois de mai 2019. Outre un effet de rattrapage, il faut y voir un début de reprise sur les marchés américain et espagnol. La Banque centrale a annoncé importer des dollars américains auprès de la Réserve Fédérale américaine. Enfin, elle note un début de reprise économique avec la réouverture de 80 % des entreprises des zones franches ou le début de la reprise du bâtiment.

MEXIQUE

Face à la crise, le Mexique fait le choix pour le moment de ne pas recourir à l'endettement.

Après avoir connu une augmentation significative ces dix dernières années l'endettement mexicain s'est stabilisé à partir de 2017. Lors de sa campagne électorale, le président Andrés Manuel López Obrador (AMLO), élu fin 2018, s'était par ailleurs engagé à ne pas recourir à l'endettement, position forte, pratiquement d'ordre moral, qu'il réaffirme régulièrement. La crise économique provoquée par le COVID-19 va toutefois faire mécaniquement repartir l'endettement à la hausse sous les effets simultanés de la contraction du PIB, de la dépréciation du Peso Mexicain et la baisse des recettes fiscales et pétrolières. Parallèlement le gouvernement a décidé de ne pas recourir à la dépense budgétaire pour aider les entreprises et les ménages à traverser la crise.

1. Malgré une augmentation significative de la dette mexicaine ces dernières années celle-ci demeure soutenable.

La dette a augmenté de plus de 12 points de PIB sous le mandat de la précédente administration (2012-2018).

Fin 2019 la dette publique mexicaine représentait 47,1 % du PIB soit 606,4 Mds USD (11 428 Mds MXN) selon le ministère des finances mexicain. Le FMI estime, lui, la dette publique mexicaine à 54 % du PIB fin 2019, soit une différence de 6,9 points. A fin mars 2020, **la dette mexicaine atteignait 12 613 Mds MXN soit une augmentation de 10,4 % (+1,2 Md MXN) sur le premier trimestre 2020.**

La dette mexicaine a connu une très forte augmentation sur la dernière décennie. Elle a ainsi augmenté en montant de 32,5 % et de 12,3 points de PIB entre décembre 2012 et décembre 2018 sous le mandat du Président Enrique Peña Nieto. Celui-ci s'était engagé dans de nombreuses réformes structurelles encouragées et appuyées notamment par l'OCDE et le FMI (réformes dans le secteur énergétique, dans le secteur des télécommunications, réformes éducative, fiscale et financière). La précédente administration avait fait le pari d'un gain de croissance important grâce à ces différentes réformes et avait augmenté de façon conséquente l'endettement du pays : la croissance devait venir financer la dette. Pari raté puisque les effets sur la croissance ont été limités, imposant aux autorités de faire des efforts significatifs pour stabiliser la dette à compter de 2017. Ce fort endettement a préoccupé les Mexicains et est devenu un des thèmes de la campagne présidentielle de 2018. AMLO a d'ailleurs fait de la stabilisation de la dette un de ses engagements de campagne. Cet engagement est respecté à ce stade puisqu'**en 2019 la dette s'est maintenue autour de 47 % du PIB (ou 54 % selon le FMI).**

La dette mexicaine est toutefois jugée soutenable.

Dans le cadre de son évaluation de la situation macro-économique de novembre dernier, le FMI a toutefois considéré que la dette mexicaine était soutenable à moyen terme. Dans son analyse, publiée en amont de la crise du COVID-19, le FMI estimait que le pays maintiendrait une dette publique autour de 55 %, stabilité permise par le fort engagement politique du Président. Le risque de change est par ailleurs limité puisque la dette interne représente les 2/3 de la dette totale (cf. graph. 2). La diversification des instruments de dette dont dispose le pays depuis les années 2000 permet par ailleurs l'émission de titres à très long terme (30 ans) et libellés en devises. Ainsi, seul 1,6 % des échéances de dette sont à court terme. Concernant la dette externe, si l'USD est la devise de référence (75 % de la dette externe est libellée en USD) elle n'est cependant pas la seule utilisée : 17,7 % l'est en EUR et 4,0 % en JPY (cf. graph 3 et 4).

L'engagement politique en faveur d'une stabilisation de la dette est fort.

Le Président Andrés Manuel López Obrador s'est engagé pendant la campagne présidentielle à ne pas augmenter la dette. Il avait par ailleurs fortement critiqué la trajectoire de la dette maintenue par son prédécesseur (*cf. supra*), endettement supplémentaire ayant selon lui participé à financer des malversations et à participer à la corruption des autorités de l'époque. La politique d'endettement restrictive mise en place sous l'administration AMLO prend la forme d'une stabilisation du ratio de dette sur le PIB, via l'atteinte d'un excédent primaire. Pour 2019, le gouvernement prévoyait d'atteindre 1 % d'excédent primaire, finalement surpassé à 1,1 % du PIB. Pour 2020, le gouvernement tablait sur un excédent primaire de 0,7 % avant la crise.

2. La crise du COVID-19 pourrait remettre en cause la trajectoire de la dette.

L'effet dénominateur et l'effet cambiaire compteront pour une part importante de l'augmentation du ratio de dette.

Le Mexique devrait enregistrer un des impacts négatifs les plus forts du monde dans le cadre de la crise du COVID-19. Le consensus de croissance publié le 5 mai dernier prévoit un repli économique de 7,5 % sur l'année. Économie extrêmement ouverte et dépendante du commerce international, elle souffre tant du côté de l'offre (problème d'approvisionnement notamment sur le marché chinois) que de la demande (80 % de ses exportations sont à destination des USA dont l'économie est à l'arrêt dans de nombreux États). Les mesures de confinement en place depuis la fin mars devraient également frapper une économie domestique déjà affaiblie par la décroissance de 0,1 % en 2019. L'économie enregistre ainsi déjà un repli de -1,6 % au T1 2020, et le consensus estime le repli à -14 % pour le T2 2020. Cette forte récession atteindra le ratio de dette sur PIB aux deux niveaux : via de moindres recettes publiques, notamment fiscales, affectant directement la dette, et via le repli du PIB.

Si la dette externe est limitée à 1/3 de la dette publique, la dépréciation du MXN vis-à-vis de l'USD et de l'EUR alourdira à la fois la dette mexicaine et le service de cette dernière, accroissant mécaniquement le ratio de dette sur le PIB. Le Peso mexicain est la devise émergente la plus fortement affectée par la crise économique et financière provoquée par la pandémie de COVID-19, perdant ainsi 29 % et 30 % de sa valeur face à l'USD et l'EUR respectivement depuis le début de la crise. Cette dépréciation semble déliée des fondamentaux économiques du pays et illustre plutôt un mouvement de panique des marchés financiers qui préfèrent se désengager massivement des économies émergentes (*fly to quality*).

L'entreprise publique PEMEX pèse fortement sur les finances publiques, conséquence de la crise pétrolière et d'une mauvaise gestion.

Autrefois fleuron national et fierté du pays, la dette de l'entreprise nationale pétrolière PEMEX est colossale, à 104 Mds USD soit près de 9% du PIB mexicain. AMLO a fait de l'inversion du déclin pétrolier national une des priorités de son mandat et la clé de voute de sa politique énergétique, reléguant les énergies décarbonées au second rang. À elle seule la dette de PEMEX représente 21% de la dette totale mexicaine et 47 % de la dette extérieure faisant peser un risque systémique sur la stabilité économique et financière du Mexique (*cf. graph 5*). Les besoins de financement de PEMEX sont tels qu'ils représentent 56 % des émissions de titres de dettes publiques depuis 2012 (*cf. graph 6*).

La chute des cours des hydrocarbures, conséquence de la pandémie de COVID-19 et accentuée par une reconfiguration des équilibres politiques entre les pays producteurs d'hydrocarbures, est venue aggraver la situation de PEMEX qui a connu une perte record de 23,4 Mds USD sur le seul 1^{er} trimestre de 2020. Alors que le secteur privé est laissé seul face à la crise économique, le

gouvernement mexicain a annoncé 2,6 Mds USD d'exonérations fiscales supplémentaires pour PEMEX qui contribuait encore il y a peu à 17% des recettes budgétaires de l'État. À défaut d'une restructuration majeure de l'entreprise, **PEMEX fait peser un risque considérable sur les finances publiques et à terme sur la dette mexicaine.**

Abandon de l'excédent primaire et forte augmentation de la dette publique




Cette situation a contraint le gouvernement à abandonner son objectif d'excédent primaire pour 2020. Il prévoit désormais un déficit primaire de -0,4 % du PIB, et une dette à 52,5 % du PIB fin 2020 (+5,4 pts PIB). Le FMI, plus pessimiste, prévoit une dette publique à 61,4 % du PIB (+7,4 pts PIB).

3. Un choix politique quant à la dette a priori contre-productif et à contre-courant des politiques mises en place ailleurs.

Alors que l'ensemble des pays membres du G20 se sont engagés dans une politique budgétaire offensive afin de soutenir à la fois les entreprises et les ménages, le gouvernement mexicain a mis en place des mesures limitées ne représentant pas plus de 1% du PIB. À l'inverse, et pour stabiliser les finances publiques, le gouvernement mise avant tout sur les mesures dites d'« austérité républicaine » visant la fonction publique et sur une sous-exécution de 25 % de la dépense publique budgétée en loi de finances (hors secteur de la santé et prestations sociales). Cette orthodoxie budgétaire s'explique également par la défiance de l'administration en place vis-à-vis du secteur privé. Cette approche pourrait néanmoins être contre-productive sur le long terme en désorganisant profondément l'outil productif mexicain mais aussi l'administration publique fédérale et en pesant sur le pouvoir d'achat des ménages.

Les agences de notation ont, dans ce cadre, abaissé significativement les notations créditrices des entités publiques mexicaines émettrices de dette. PEMEX a ainsi été placé en catégorie de « junk bond » par Fitch et par Moody's. L'entreprise publique de production, transport et distribution d'électricité CFE a également vu sa notation créditrice abaissée, mais reste au niveau du souverain. À ce stade, **d'autres abaissements de notations créditrices ne sont pas attendus à moyen terme et le Mexique ne devrait pas être placé en catégorie de « junk bond », hors mauvaise surprise économique, budgétaire ou sanitaire.**

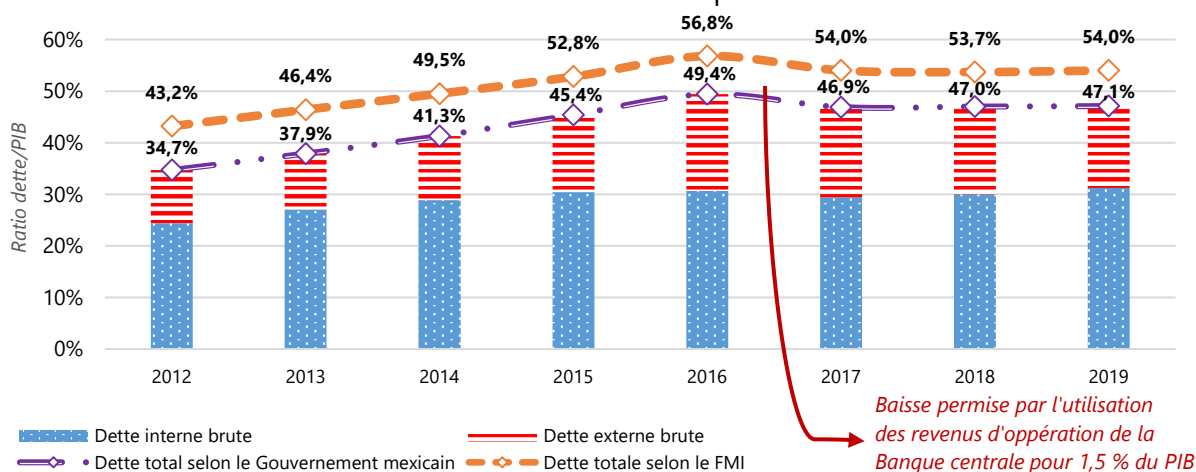
Tableau 1 : Notation créditrice des entités du secteur public mexicain par les trois principales agences de notation

			
FitchRatings	BBB- <i>(limite, +1)</i>	BB- <i>(« Junk bond », -2)</i>	BBB- <i>(limite, +1)</i>
MOODY'S	Baa1 (+3)	Ba2 <i>(« Junk bond », -1)</i>	Baa1(+3)
S&P Global	BBB (+2)	BBB (+2)	BBB (+2)

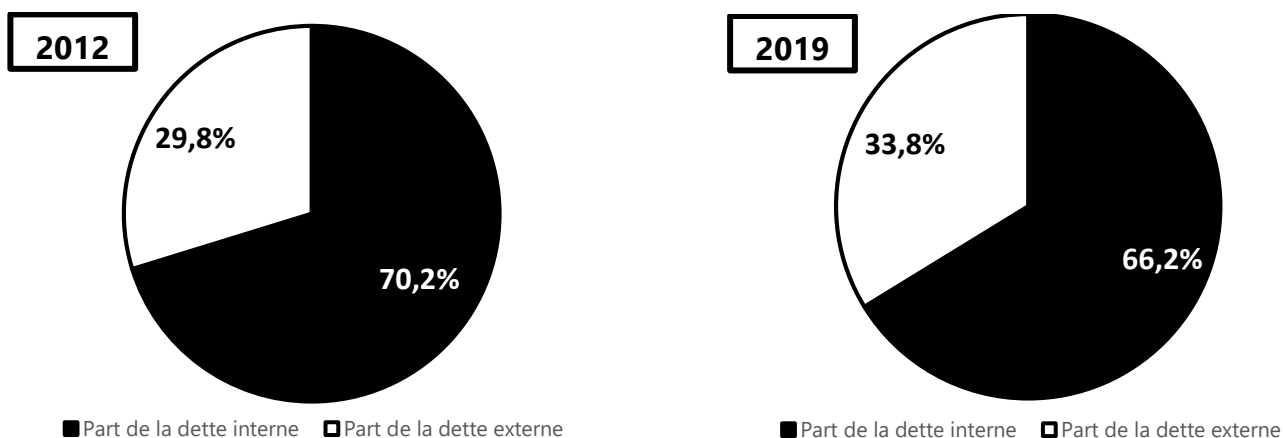
Le Mexique dispose de fondamentaux économiques sains et d'un cadre macroéconomique stable. La trajectoire de sa dette publique n'inspire à ce stade pas d'inquiétudes majeures à l'exception de la situation financière de PEMEX. Le gouvernement a fait le choix de ne pas recourir, à ce stade, à l'endettement pour soutenir les entreprises et les ménages dans le cadre de la crise du COVID-19. L'aggravation de la situation économique du pays pourrait toutefois amener les autorités à revoir leur position.

Annexes

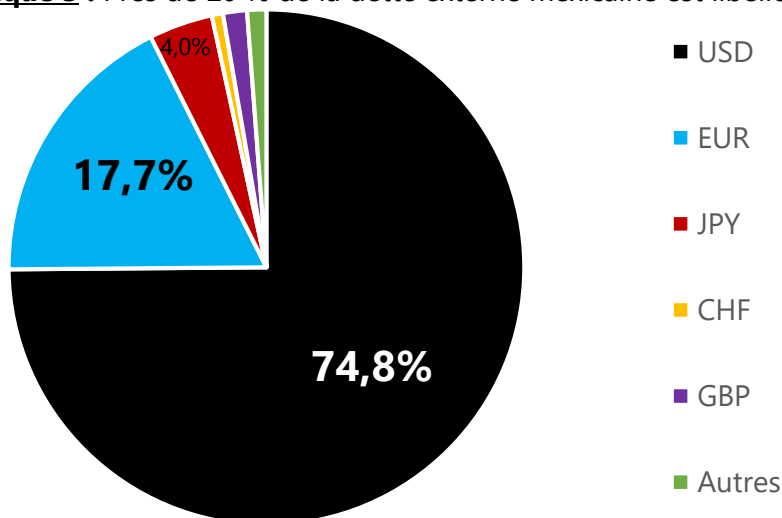
Graphique 1 : La dette a crû significativement entre 2012 et 2016, pour ensuite se stabiliser à compter de 2017



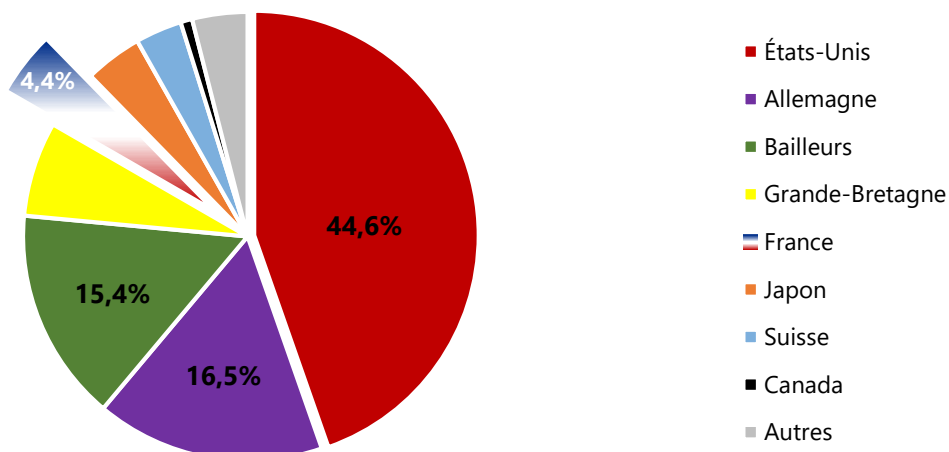
Graphique 2 : Le Mexique a entrepris une domestication de ses créances : 1/3 de la dette est interne en 2019.



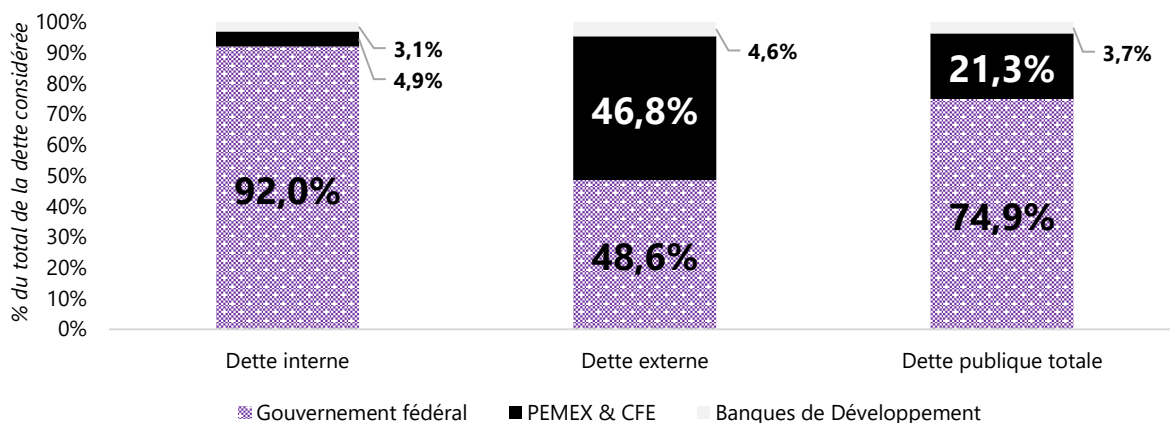
Graphique 3 : Près de 20 % de la dette externe mexicaine est libellée en EUR.



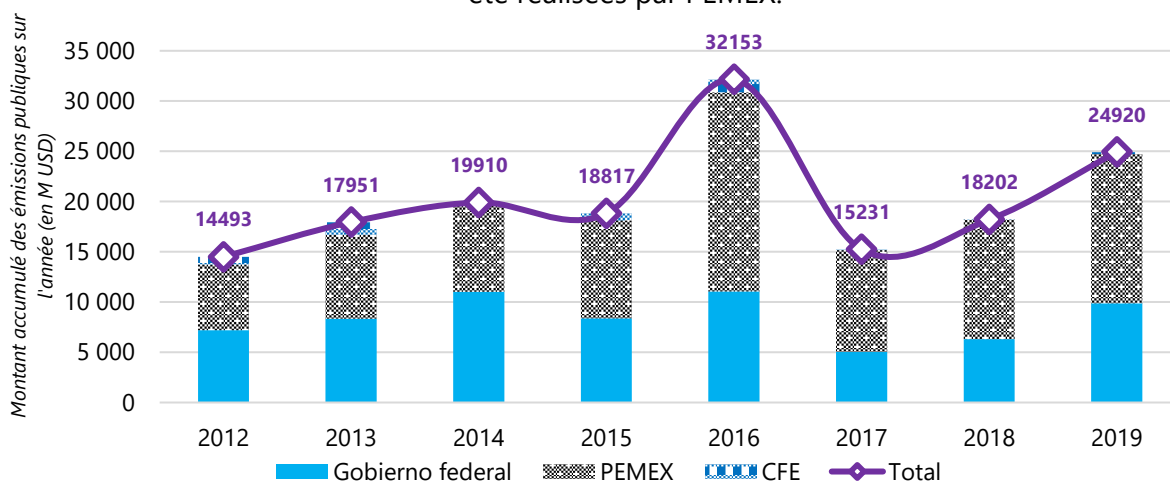
Graphique 4 : 4,4 % de la dette externe mexicaine est détenue par des résidents français (+2pdp vs. 2012).



Graphique 5 : PEMEX représente 47 % de la dette externe mexicaine, et 21 % de la dette publique totale



Graphique 6 : 56 % des émissions publiques mexicaines depuis 2012 ont été réalisées par PEMEX.



Jacques ROBIN –
Jacques.robin@dgtresor.gouv.fr

Aurélien SALVINI –
aurelien.salvini@dgtresor.gouv.fr

Mexico, le 10 mai 2020

PANAMA

Les deux principaux atouts logistiques du Panama à l'épreuve de la crise actuelle.

Le Canal de Panama et la compagnie aérienne régionale Copa Airlines (liaisons intra-Amérique Latine-Caraïbes et Amérique Latine-Caraïbes avec les Etats Unis) sont les deux principaux actifs qui font du Panama un hub logistique majeur.

1. Le Canal de Panama semble plutôt bien résister à la crise

L'Autorité du Canal de Panama, contactée par le Service Economique, indique qu'au cours des quatre premiers mois de 2020, le trafic maritime (en nombre de bâtiments) utilisant l'infrastructure interocéanique dont il a la charge (par laquelle transite environ 6% du trafic maritime mondial) a diminué de 3,2% par rapport à la même période 2019. Les segments de marché les plus affectés par la crise engendrée par la pandémie sont les activités de croisière et de plaisance, le transport d'automobiles et de camions ainsi que l'activité des méthaniers. Le trafic de porte-conteneurs quant à lui est resté stable. Par ailleurs, si le nombre de navires en transit a donc diminué, le tonnage des bâtiments a, quant à lui, augmenté (+ 6,1% par rapport aux quatre premiers mois 2019).

Les recettes générées par le Canal (droits de péage) ont quant à elles enregistré une croissance de 5,6% (conséquence de l'augmentation des tonnages) durant les quatre premiers mois de 2020 par rapport à la même période 2019. Toutefois, comme souligné par l'Administrateur du Canal de Panama, même si les revenus nets cumulés jusqu'au 30 avril 2020, sont supérieurs aux prévisions, cette tendance pourrait s'inverser dans les mois à venir. A cet égard, on rappellera utilement que, pour l'année budgétaire 2020 l'Autorité du Canal de Panama (ACP) a prévu une contribution aux recettes du budget national de 1,8 Md USD à l'État.

2. Copa Airlines : une forte exposition à la crise sanitaire mondiale

Copa Airlines a réalisé en 2019 un chiffre d'affaires de 2,7 mds USD dont 96% au titre du seul transport de passagers. En outre, l'actionariat de la compagnie aérienne est totalement détenu par des fonds d'investissements privés dont une part significative appartient à la famille panaméenne Motta. Par ailleurs, COPA dont la flotte est uniquement composée de Boeings et d'Embraers, dispose d'un partenariat stratégique fort avec Continental Airlines.

La société, sans actionnaire public de référence et dont l'activité est centrée sur le transport de passagers (la part du fret est très faible), est donc très exposée dans le contexte induit par la crise sanitaire actuelle et ce malgré une situation financière globalement excellente.

Face à la pandémie, COPA a arrêté toute activité début mars, mettant son personnel en chômage technique ou lui imposant de prendre ses congés et ce afin de diminuer au maximum ses charges d'exploitation et de préserver au mieux sa trésorerie. Durant le mois de mai, elle a repris une activité « humanitaire » avec des vols de rapatriements de nationaux payés notamment par les différents Etats de la région centraméricaine et le Panama et a initié une relance de ses vols fret.

La compagnie prévoit une reprise de ses vols internationaux passagers, à l'issue de la réouverture de son hub, l'aéroport Tocumen de Panama City, le 3 juillet 2020. Ses prévisions de trafic à court et moyen terme s'établissent comme suit :

- Jusqu'à la fin de l'année 2020 : 10% du trafic de 2019 ;
- 2021 : 40% du trafic de 2019 ;

- 2022 : 80% du trafic de 2019.
- Retour au niveau de 2019 en 2023.

Par ailleurs, la mise en place des mesures sanitaires de protection des passagers, des équipages et du personnel technique, lesquelles seront instaurées dès la reprise de l'activité induit un surcoût d'exploitation d'environ 50%.

Dans ce contexte, COPA Airlines devrait, tout d'abord, procéder à un plan massif de licenciements progressifs (jusqu'en fin d'année 2020) visant à favoriser le départ volontaire d'environ 40% de ses employés. Ensuite, la compagnie devrait réaliser une augmentation de ses tarifs dans des proportions qu'elle ne souhaite pas aujourd'hui dévoiler. Enfin, s'agissant d'un éventuel soutien à sa trésorerie de la part des autorités panaméennes, il semble, si l'on en croit un haut responsable financier de Copa Airlines, que cette option soit totalement exclue par les actionnaires. Sur ce point, ce dirigeant indique simplement que des négociations sont en cours avec l'Autorité de l'aéroport de Tocumen pour un plan drastique de réduction des frais d'opération aéroportuaires. Par ailleurs, à la connaissance du CSE, aucun responsable gouvernemental n'a à ce jour fait état d'un projet d'appui financier direct à Copa Airlines.

Jessica SUAREZ –

jessica.suarez@dgtrésor.gouv.fr

Pascal CARRERE –

Pascal.carrere@dgtrésor.gouv.fr

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Deux ans après l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine, aucun projet significatif n'a encore été signé

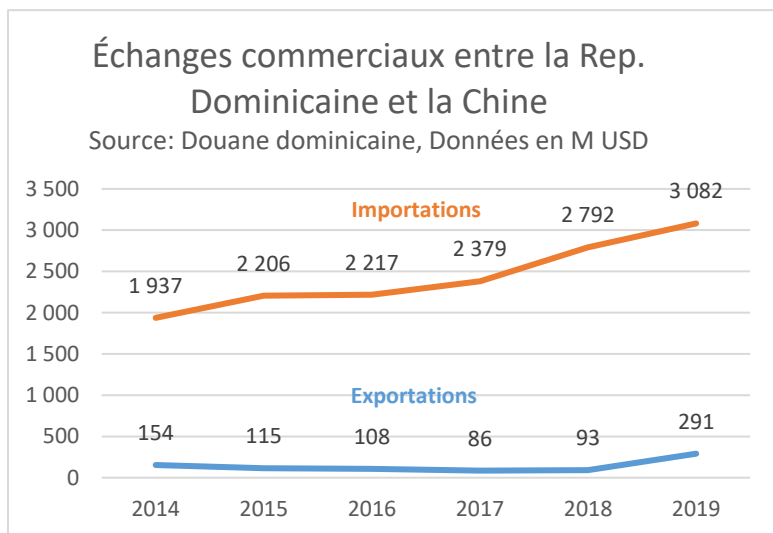
L'établissement de relations diplomatiques avec la Chine en mai 2018 a permis une augmentation des exportations de minerais importante, et le tourisme chinois sur l'île s'est dynamisé. Cependant la Chine a accru son excédent commercial. Jusqu'à aujourd'hui et contrairement aux annonces, aucun projet de financement important ne s'est concrétisé.

1. Malgré une hausse des exportations dominicaines, le déficit commercial de la République dominicaine envers la Chine atteint un record.

La Chine achète 64 % des exportations dominicaines de ferronickel

Après la formalisation des relations diplomatiques entre la République dominicaine et la République populaire de Chine le 1^{er} mai 2018, les exportations vers la Chine ont été multipliées par trois de 2017 à 2019 (+ 240 % à 291 M USD). Les importations provenant de Chine ont augmenté (+ 30 %) pour atteindre 3 082 M USD. Bien que la Chine soit toujours le deuxième fournisseur, après les États-Unis, et le huitième client au cours des cinq dernières années, la balance commerciale se dégrade jusqu'à atteindre pour la première fois -2,7 Mds USD.

Selon les chiffres de la Direction générale des douanes dominicaines, les principaux produits exportés



vers la Chine sont le ferronickel, les instruments médicaux et d'autres minerais tels que le cuivre et le zinc. Le ferronickel a connu une augmentation exponentielle des exportations vers la Chine (+ 525 % à 244 M USD). C'est le premier produit exporté en Chine (84 % du total) et la Chine en est le premier client (64 % du ferronickel exporté en 2019). A terme, la Chine pourrait aussi s'intéresser à d'autres produits : cacao, tabac, rhum etc.

Les appareils électroniques sont les principaux produits importés de Chine

Les importations chinoises concernent à 44 % des biens de consommation et à 36% des biens d'équipement. Les principaux produits importés sont des appareils électroniques tels que les téléphones portables, les ordinateurs portables, les télévisions, etc. Viennent ensuite les chaussures, les motocyclettes et les articles en plastique, produits dont le volume a doublé ou triplé depuis 2017.

La hausse du tourisme chinois dans le pays reste timide

Il n'existe aujourd'hui aucune liaison aérienne directe entre les deux pays. Afin de promouvoir les flux touristiques et commerciaux croisés, la province de Hunan envisage le développement d'un projet de

liaison directe depuis Hunan. En 2019, le nombre de visiteurs chinois en République dominicaine a dépassé pour la première fois le seuil des 10 000, pour une augmentation de 74,8 % en un an. Malgré cette hausse remarquable, la part des touristes chinois reste négligeable (0,22 %). Ce chiffre inclut également les visiteurs d'affaires dans un contexte où les missions de prospection ont été nombreuses de part et d'autre.

2. La Chine peine à concrétiser sa nouvelle relation avec un allié des Etats-Unis

La Chine a proposé de financer de nombreux projets d'infrastructures

L'établissement de relations diplomatiques a renforcé la position chinoise en Amérique latine, au détriment de Taiwan qui entretient toujours des relations diplomatiques avec huit pays de la zone Amérique centrale et Caraïbe, dont Haïti. Etaient annoncés le financement de lignes ferroviaires, d'autoroutes, de ports et de réseaux électriques. Mais le gouvernement dominicain a adopté une ligne de prudence.

Les Etats-Unis surveillent de près la situation

L'installation à l'Université Autonome de Saint-Domingue (UASD) d'un système de surveillance chinois "Safe City", incluant reconnaissance faciale et détection des plaques d'immatriculation, a été mise en cause en novembre 2019, en raison du risque de mise à disposition du gouvernement chinois des données collectées. Ce système de caméras appartient au système national d'urgence 911, dans le cadre d'un don de l'Université Xinhua évalué à 652 M DOP. Les autorités des deux pays ont annoncé que les données ne seraient pas transmises.

L'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) et le Ministère de l'énergie et des mines dominicain ont signé en septembre 2019 un accord de coopération, comprenant un don de 1,2 M USD, pour la réalisation d'une étude de faisabilité d'un terminal de gaz naturel liquéfié et d'une centrale électrique, à Manzanillo. Cet accord intervient alors que la Chine avait manifesté son intérêt pour le développement de projets énergétiques ou d'infrastructures portuaires dans la baie de Manzanillo.

Aucun financement majeur n'a pu être signé

Le seul financement envisagé actuellement concerne un prêt de 600 M USD pour l'amélioration des réseaux électriques de moyenne et basse tension, proposé par la Banque d'exportation et d'importation de Chine. L'annonce de ce prêt avait mis de côté les autres financements internationaux pour le secteur électrique, mais les négociations entre la partie chinoise et le ministère des finances dominicain patinent.

Parallèlement, la Chine a offert des dizaines de bourses, plus de 1 200 places de formation. Dans le cadre des efforts contre la pandémie Covid 19, ils ont fait don d'environ 100 000 masques, 16 000 tests, 4 respirateurs, d'équipements de protection, et 580 tonnes d'aliments nutritifs par le biais du Programme alimentaire mondial (PAM).

La présence économique chinoise est annoncée en croissance

Aujourd'hui, 25 entreprises chinoises seraient établies en République dominicaine, soit cinq fois plus en deux ans. Dans les faits, il s'agit le plus souvent de petites structures commerciales (à commencer par Huawei et ZTE) et ponctuellement d'unités de production en zones franches (Kingtom Aluminium, DJM

Footwear). Historiquement, la communauté chinoise exploite les motels de la capitale et nombre de restaurants de poulets frits.

Alors que la Chine souhaitait profiter de l'établissement des relations diplomatiques pour jouer un rôle dans la Caraïbe, force est de constater que le gouvernement dominicain reste prudent et allié aux Etats-Unis.

Cristal ALMANZAR

cristal.almanzar@dgtresor.gouv.fr

Jean-Baptiste DABEZIES

Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr

CUBA

La sécurité alimentaire en temps de pandémie

	2018
Population active employée dans le secteur agricole	20%
Contribution du secteur agricole au PIB	3,6%
Importations de denrées alimentaires / besoins alimentaires	70%

Le secteur agricole est marqué par un **haut degré de centralisation et une sous-performance du secteur public**. Malgré une intervention croissante du secteur privé, **la production ne permet pas de répondre aux besoins alimentaires** de l'île. A l'aune des graves conséquences macroéconomiques de la pandémie de la covid-19, **la sécurité alimentaire se retrouve plus que jamais au cœur des préoccupations** dans un pays où près de 70% des produits alimentaires sont importés et les pénuries régulières.

1. **Sous-performance du secteur agricole cubain et dépendance alimentaire de l'île vis-à-vis de l'étranger**

Cuba figure aujourd'hui parmi les pays d'Amérique Latine présentant **les plus faibles rendements en matière de production agricole**. Pour sa production phare, le sucre, les rendements des dernières récoltes tournent ainsi autour de 40 tonnes par hectare, contre 51,6 en 1985/1986. Cette sous-performance du secteur agricole cubain repose sur différents facteurs explicatifs, essentiellement internes au régime cubain.

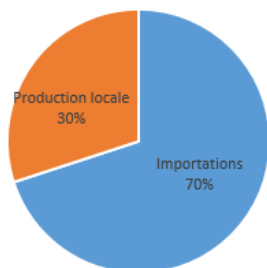
Au-delà d'une production insuffisante, le secteur accuse également des pertes de près de 57% des aliments produits (30% pendant la récolte et 27% pendant la distribution), liées notamment aux dysfonctionnements imputables à la planification, à des équipements vétustes, à un système de stockage et un réseau de transport et de distribution défaillants. Le système d'Acopio - mécanisme centralisé d'achat, de stockage et de distribution permettant à l'Etat d'acheter les récoltes à prix fixe (et nettement inférieur au prix de « marché »), autorise uniquement la vente directe par le producteur à une échelle limitée. Il est aussi caractérisé par une inefficacité dans sa gestion. L'Etat, censé fournir les intrants nécessaires à la production agricole, ne s'acquitte que partiellement de cette mission.

Le potentiel du secteur n'est pas non plus exploité à plein régime : plus de 14% de la surface agricole totale du pays est laissée à l'abandon. Cette indisponibilité des terres est notamment due au Marabu, plante invasive au bois dur et donc difficile à couper. Par ailleurs, la situation géographique du pays le rend très vulnérable au passage fréquent des ouragans, avec un fort impact sur l'économie et notamment l'agriculture. L'ouragan Irma a ainsi sérieusement endommagé plus de 11 000 ha de cultures et a causé des pertes dans le secteur qui s'élèvent à plus de 4 Mds de pesos cubains, soit 4% du PIB cubain.

Le secteur doit finalement faire face à un **manque de main d'œuvre** : peu de personnes sont disposées à travailler dans les champs pour un salaire faible.

Depuis 2008, l'Etat cubain a entamé un **processus de réformes** visant à augmenter la production et l'approvisionnement tout en cherchant des opportunités de substitution aux importations. Dans ce cadre

Couverture des besoins alimentaires



plusieurs mesures ont été adoptées, telles que la distribution des terres en usufruit, l'augmentation du prix payé aux producteurs pour certains produits, la décentralisation de la vente de produits agricoles au secteur touristique et la restructuration du ministère de l'Agriculture (Minag), entre autres. Ces mesures, marquées par des lenteurs voire des retours en arrière, ne se sont pas traduites par une hausse significative de la production nationale.

Cette dernière ne permet donc toujours pas de subvenir aux besoins alimentaires de la population cubaine. **L'île importe ainsi près de 70% de ses denrées alimentaires** pour un coût dépassant les 2 Mds USD par

an et dont environ 800 MUSD correspondent à des produits agricoles qui pourraient être cultivés localement.

2. Des importations alimentaires substituées par la production nationale ?

Devant les restrictions prises par certains pays fournisseurs en matière d'exportation de denrées alimentaires et l'assèchement des rentrées de devises du pays, **la covid-19 menace les chaînes d'approvisionnement de l'île, incapable de maintenir les mêmes niveaux d'importation de denrées alimentaires**. Le président cubain, Miguel Diaz-Canel a d'ailleurs reconnu cette situation en prévenant ses concitoyens qu'ils devaient s'attendre à consommer moins de produits alimentaires importés. Les céréales (riz, blé, maïs), la viande et préparations à base de viande (poulet), les produits laitiers (lait en poudre) et les oléagineux (soja) devraient être les principales denrées affectées.

Parallèlement, **au niveau microéconomique, des comportements de stockage** – comme l'attestent l'allongement des files d'attente malgré les mesures de distanciation sociale - **accentuent la pression** sur un marché dirigé par l'offre et depuis longtemps sous-tension, ainsi que les pénuries déjà nombreuses.

Pour y remédier, les autorités souhaitent substituer les importations alimentaires par l'agriculture locale, objectif répété à maintes reprises depuis 2008. La production nationale d'aliments, notamment de riz, banane, haricots, maïs, œufs et viandes de porc, a ainsi été priorisée via la réallocation des ressources (notamment le combustible, les devises, les intrants et la main d'œuvre) des autres secteurs de l'économie.

Quelques mois après l'annonce de ces mesures, le secteur aurait répondu positivement, avec notamment la généralisation des bonnes pratiques issues d'échanges avec les coopératives agricoles, les producteurs individuels, les fermes et entreprises étatiques. Celles-ci font écho à l'agriculture biologique et organique qui s'était développée lors de la Période Spéciale : l'utilisation d'outils fabriqués localement, de semences naturelles ainsi que le recours à la traction animale sont notamment encouragés en l'absence d'intrants, de machines/d'équipements et de carburant pour améliorer l'autonomie alimentaire. Les autorités souhaitent également profiter de la saison des pluies pour accroître la production alimentaire en favorisant les produits à cycle court (bananes, manioc, patates douces, courges, concombres, aubergines ou encore haricots verts).

Rémi MANTET-GAY –
remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

Michel OLDENBURG –
Michel.OLDENBURG@dgtresor.gouv.fr

FOCUS STATISTIQUE

MEXIQUE	AMÉRIQUE CENTRALE						CARAÏBES				
	Guatemala	Panama	Costa Rica	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Rep. Dom.	Haïti	Jamaïque	Trinité et Tobago	
INDICATEURS INTERNES											
PIB Nominal (Mds USD)	1 220	79,0	65,2	59,0	26,0	23,8	13,8	80,9	9,5	15,4	22,3
PIB / habitant (USD)	9 807	4 575	15 679	11 744	3 923	2 521	2 108	7 880	857	5 392	16 223
Croissance du PIB...											
...2019 (e)	-0,1 %	3,6 %	3,0 %	2,1 %	2,4 %	2,7 %	-3,9 %	5,1 %	-1,2 %	1,0 %	0 %
...2020 (p)	-6,6 %	-2,0 %	-2,0 %	-3,3 %	-5,4 %	-2,4 %	-6,0 %	-1,0 %	-4,0 %	-5,6 %	-4,5 %
Inflation moyenne (2019)	3,3 %	3,7 %	-0,3 %	2,1 %	0,1 %	4,4 %	5,4 %	1,8 %	17,3 %	3,9 %	1,0 %
Taux de chômage moyen	3,3 %	-	7,0 %	12,4 %	6,7 %	4,1 %	6,1 %	6,1 %	-	9,1 %	4,9 %
Solde Budgétaire (2017) (Total ; Primaire)	-2,3 % ; 1,8 %	-1,7 % ; -0,3 %	-2,0 % ; -0,3 %	-6,0 % ; -2,4 %	-2,5 % ; 0,9 %	0,3 % ; 1,0 %	-4,3 % ; -3,1 %	-3,0 % ; 0,4 %	-2,3 % ; -2,0 %	0,2 % ; 7,0 %	-5,5 % ; -3,0 %
Dettes Publiques (% du PIB) (2018)	54,1 %	24,5 %	39,4 %	53,5 %	67,1 %	40,3 %	37,2 %	41,6 %	33,0 %	99,4 %	45,3 %
INDICATEURS EXTERNES											
Exportations FR (MEUR)											
...2019	3 668	67	577	70	31,3	35	9,5	124	44	23	31
...2018	3 275	58	457	57	208	18	9,4	119	51	29	29
...2017	3 384	54	332	60	23	22	10	150	52	49	32
Solde bilatéral pour la France											
...2019	1 379 M€	14 M€	563 M€	-164 M€	19 M€	-65 M€	-48 M€	-51 M€	31 M€	2 M€	-171 M€

Notes : * Les données sont issues de la base de données du rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2020 du Fonds Monétaire International et de données issues des douanes françaises traitées par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

* Les données concernant le Gouvernement (dette et situation budgétaire) concernent le Gouvernement central, à l'exclusion des entreprises publiques.

* Pour le Mexique, les chiffres pour la dette (54,1 %) et le solde budgétaire primaire (1,8 %) indiqués sont ceux retenus par le FMI afin de conserver l'homogénéité et la comparabilité avec les autres économies présentées. L'estimation diffère du calcul du Ministère des Finances mexicain (44,8 % pour la dette publique et 0,6 % pour le solde budgétaire primaire).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

